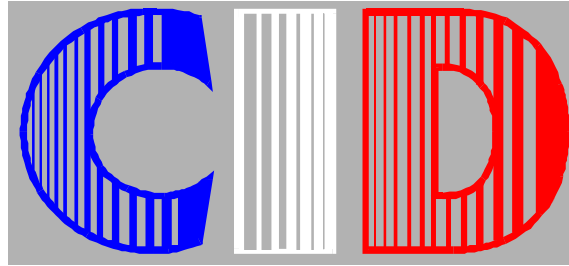


COLLEGE INTERARMEES



D E D E F E N S E

LA RUSSIE ET LA PROBLEMATIQUE DU DESARMEMENT

Mémoire de géopolitique

du CC Ali ALSHEHRI

dans le cadre de l'étude dirigée

“La Russie et ses espaces de sécurité”

Directeur : Isabelle FACON, chargée de recherche
à la FRS

Avril 2002

FICHE DE PRESENTATION

1. LA RUSSIE ET LA PROBLEMATIQUE DU DESARMEMENT.

2. Ali Alshehri

3. Avril 2002

4. Division

5. Synthèse du sujet traité : La Russie dans la stratégie internationale de désarmement nucléaire et de non prolifération des armes nucléaires depuis l'éclatement de l'URSS. Face à la domination américaine, la place de la Russie n'a cessé d'évoluer depuis la fin de la guerre froide. Sur le front des négociation sur la réduction de l'armement nucléaire, dans l'ex-Yougoslavie, devant l'élargissement de l'OTAN et enfin face à la nuclear posture review, la stratégie russe et son rôle n'ont pas cessé d'évoluer.

SOMMAIRE

Première Partie :

L'espace stratégique après l'éclatement de l'Urss

- Un éclatement inévitable
- La gestion de l'héritage nucléaire de l'ex-Urss
- L'éclatement de l'espace stratégique.
- Le problème de prolifération

Deuxième Partie :

La saga Start II :

- Les négociations du traité Start II :
- La conclusion du traité Start II.
- Problèmes de ratification
- Le traité Start II d'un point de vue stratégique

L'évolution de la stratégie russe en Europe

- Le rôle de la Russie dans le conflit dans l'ex-Yougoslavie : de la Bosnie au Kosovo
- La réaction russe à l'élargissement de l'OTAN

L'évolution des relations russo-américains et le problème de l'ABM

- Un revirement spectaculaire de la stratégie américaine
- Les Etats dénoncent le traité ABM
- La « nuclear posture review »
- Implications de la « nuclear posture review » sur la prolifération nucléaire

Conclusion

Introduction

La Russie est devenue la seule puissance nucléaire de toutes les autres républiques qui se partageraient le dispositif stratégique nucléaire du temps de l'Union soviétique. Cet héritage est-il compatible avec les nouvelles dimensions de la Russie après la disparition de l'Urss ? L'équilibre que procurait le cadre de la « parité nucléaire » entre les Etats-Unis et ses alliés d'une part et l'Urss d'autre part, pourra-t-il perdurer avec la Russie en lieu et d'interlocuteur de l'Occident ?

En un premier temps, j'effectuerai un retour sur les circonstances de l'accession de la Russie au statut d'unique héritière de l'arsenal nucléaire stratégique de l'ex-Urss. La deuxième partie traitera de la politique de désarmement et des négociations qui ont continué entre la Russie et les Etats-Unis. Dans cette même partie nous verrons l'évolution de la stratégie russe dans un contexte international très mouvementé et outrageusement dominé par les Etats-Unis, où les dirigeants russes successifs se sont employés, chacun selon sa méthode, à maintenir autant que cela se peut la Russie dans son rôle de superpuissance. Sera vu aussi le rôle que la Russie a joué et continue à le faire dans le domaine de la non prolifération nucléaire.

Première Partie :

L'éclatement de l'Urss et ses conséquences sur la stratégie russe

I.1 Un éclatement inévitable

La longue période dite de la « guerre froide » a duré quasiment depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à l'arrivée de M. Gorbatchev au pouvoir en Urss.. La personnalité de M. Gorbatchev, sa volonté de réformer de l'intérieur et profondément la société soviétique, le soutien occidental dont il a bénéficié (Gorbymania) , tout cela a créé un climat propice au dialogue entre l'Urss et l'Occident et plus particulièrement les Etats-Unis. Cette période est qualifiée de période de détente. Les dernières années de la présidence de M. Gorbatchev ont connu une grande instabilité sur le plan de la politique intérieure. L'échec des réformes du pouvoir central et la volonté grandissante d'indépendance des républiques composant l'Union soviétique ont abouti inéluctablement au démantèlement progressif de toutes les structures soviétiques. Le dernier acte est la démission de M. Gorbatchev le 25 décembre 1991.

I.2 La gestion de l'héritage nucléaire de l'ex-Urss

Réunis à Alma-Ata le 21 décembre 1991, les chefs d'Etats de onze des quinze républiques anciennement fédérées prononcent la dissolution de l'Union soviétique en tant qu'Etat fédéral et de ses institutions. Ils décident en même temps la création de la communauté des Etats indépendants CEI. Cette nouvelle structure a très vite montré ses limites dans le maintien d'une cohésion politique entre les Etats qui la composent. L'arbitrage des conflits et des différents qui opposent des Etats de la CEI, à titre d'exemple le conflit armé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, n'a pas été possible. Et ce malgré le traité de sécurité collective signé à Tachkent le 15 mai 1992. Cet éclatement de l'espace politique est inévitablement accompagné de l'éclatement de l'espace stratégique.

I.3 L'éclatement de l'espace stratégique.

La Russie a hérité de l'essentiel du dispositif nucléaire et conventionnel soviétiques, le reste étant éparpillé dans d'autres républiques. Le partage de cet héritage est demeuré inachevé parce que confus. Les accords d'Alma-Ata ont traité la question de la concession par les trois autres républiques nucléarisées à la Russie pour qu'ils soient détruits avant le 1 juillet 1992, sans qu'aucune ne prétende au titre d'Etat nucléaire et à placer les armes nucléaires sous le commandement du Maréchal E. Chapochnikov « en attendant la formation des nouvelles forces armées ». Mais le déroulement de cette concession ne s'est pas fait de la même façon pour chacune des républiques . En voici un bref aperçu :

I.3.1 La Biélorussie.

La république de Biélorussie a renoncé officiellement aux armes nucléaires tactiques et stratégiques déployées sur son territoire conformément aux accords de l'Alma-Ata. Elle reconnaît volontiers à la Russie la propriété de tout l'armement stratégique dont elle dispose. C'est donc tout naturellement qu'un accord militaire a été conclu entre la Russie et la Biélorussie, le 20 juillet 1992, en vertu duquel les armes stratégiques sur son territoire sont placées sous la responsabilité de la fédération de Russie.

I.3.2 Le Kazakhstan

Le Président de la république du Kazakhstan souhaitait, pour sa part, signer le TNP en tant que puissance nucléaire, espérant que les américains lui accorde ainsi, la garantie de sécurité. La crainte qu' « *un conflit avec la Russie au sujet des armes nucléaires ne se développe inévitablement en un conflit interethnique* » comme l'a déclaré un de ses conseillers. En effet la diaspora russe est très présente au Kazakhstan. Il renonça finalement à cette exigence et signa le TNP en mai 1992 lors de sa visite officielle à Washington, mais sans engagement pour l'élimination à terme des armes stratégiques déployées sur son territoire.

I.3.3 L'Ukraine

Les autorités ukrainiennes persistent à contester à la Russie le contrôle des armes nucléaires stratégiques déployées sur leur territoire, bien

qu'elles aient signé, comme la Biélorussie et le Kazakhstan, les accords de l'Alma-Ata. Le Président L. Kravtchouk a décidé par la suite de créer un état-major des forces stratégiques au sein des forces armées ukrainiennes. D'autre part, il a obtenu que son pays soit associé aux négociations Start. (voir § problèmes de ratification). Pendant très longtemps, la position ukrainienne a empêché la Russie de s'imposer comme l'unique puissance nucléaire de la région. Le président B. Eltsine a été contraint à concéder à son homologue ukrainien, en vertu d'un accord conclu le 24 juin 1992 à Dagomys, que les soldats qui servent dans les forces stratégiques en Ukraine aient la liberté de prêter serment à la Russie ou à l'Ukraine en fonction de leur nationalité.

La situation est pour le moins confuse. Désormais, les accords de l'Alma-Ata permettent la neutralisation de l'arsenal stratégique déployé en dehors de la Russie par le partage et la collégialité formelle du pouvoir de décision. En effet, ils octroient au président de la fédération de Russie le pouvoir de décider l'emploi de cet arsenal en concertation avec les chefs d'Etats signataires, en même temps que ceux-ci, qui ne peuvent en faire usage par leur seule initiative, conservent tout de même le pouvoir politique, sinon les moyens matériels d'en interdire l'utilisation.

I.4 Le problème de prolifération

La liquidation de l'héritage du dispositif nucléaire de l'Union soviétique ne doit pas faire oublier que la question de prolifération n'est pas qu'une question d'armements existants dont il faut maîtriser l'usage, faute de pouvoir s'en débarrasser. Il y a de sérieuses inquiétudes au sujet des risques de prolifération de l'arme nucléaire :

- Les trois républiques, la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine ne sont certainement pas dépourvus de moyens humains, en terme de scientifiques et de techniciens, et financiers capables d'utiliser à n'importe quel moment leur savoir nucléaire à leur propre en réactivant l'armement dont elles disposeraient encore si la dénucléarisation ne va pas jusqu'à son terme ?
- Les conditions économiques très défavorables ne rendraient-elles pas tentant de monnayer le savoir faire nucléaire dans ces républiques, y compris la Russie, en le mettant à la disposition

d'Etats demandeurs en quête de l'arme nucléaire que les américains appellent « The rogue states » à savoir la Corée du Nord, l'Iran, l'Irak ou encore la chine ?.

- Les scientifiques, les experts et les techniciens hautement qualifiés qui vivent sur des salaires très bas, voire qui se reconvertissent à des activités civiles non conformes à leurs formations pour pouvoir vivre seront certainement tentés de s'expatrier vers des pays qui cherchent à développer leurs armes nucléaires.
- La montée incontestable du pouvoir de la mafia et le pourrissement de la morale politique dans les républiques de l'ex-Urss en général en particulier risquent de mettre le savoir et les armes nucléaires à la portée des demandeurs bons payeurs.

Deuxième Partie :

II.1. La saga Start II :

Contrairement au traité Start I, Start II est exclusivement bilatéral entre la Russie et les Etats-Unis, bien qu'il en soit la suite naturelle. Signé le 3 janvier 1993 à Moscou, il est le couronnement de l'œuvre de l'administration Bush Junior dans les relations russo-américaines. Il déclare à cette occasion : « *Start II représente le plus grand accord de désarmement de l'histoire* ». L'aboutissement à ce traité n'a pas été aisée. Paradoxalement, la durée d'un an et demi qu'a exigée son élaboration et son aboutissement ne reflète pas tous les difficultés et les obstacles rencontrés.

Dans ce qui suit nous essayerons de retracer brièvement la saga Start II, de ses prémisses jusqu'au dénouement. Nous terminerons par l'étude des conséquences stratégiques de ce traité notamment sur la Russie et sur les nouvelles relations russo-américaines.

II.1.1 Les négociations du traité Start II :

II.1.1.1 La dynamique du processus Start est en route

Dès la signature de Start I entre les Etats-Unis et l'Urss le 31 juillet 1991 et après l'échec de la tentative de putsch au mois d'août suivant, les inquiétudes concernant la stabilité politique de l'Urss sont allées en grandissant. Les deux parties, M. M.Gorbatchev et M. Bush Junior ont entrepris toute une série de mesures unilatérales de désarmement allant au-delà de ce que prévoit le traité Start I :

M. Bush (le 27 septembre 1991)	M. Gorbatchev (le 5 octobre 1991)
- Elimination totale du stock	- Destruction de toutes les ogives nucléaires

<p>américain d'ogives nucléaires destinées à l'artillerie et aux missiles sol-sol à courte portée ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - retrait « en temps normal » de toutes les armes nucléaires tactiques de la marine déployées à bord des navires de surface, des sous-marins d'attaque et des avions de l'aéronavale basés à terre, destruction de la plupart de ces armes, stockage du reste dans des bases terrestres ; - arrêt des travaux de développement relatifs aux missiles balistiques intercontinentaux mobiles, MX, Peacekeeper. et Midgetman ; - interruption du programme de missile d'attaque à courte portée destiné aux bombardiers stratégiques (SRAM-II). 	<p>des systèmes d'artillerie et des missiles sol-sol à courte portée ainsi que de toutes les mines nucléaires;</p> <ul style="list-style-type: none"> - retrait des têtes nucléaires équipant les missiles antiaériens et destruction d'une partie d'entre elles; - retrait des armes nucléaires déployées à bord des navires de surface, des sous-marins d'attaque et des avions de l'aéronavale basés à terre et destruction partielle de ces armes; - annulation d'un programme de missile d'attaque à. courte portée destiné aux bombardiers stratégiques; - interruption d'un programme de petit missile intercontinental mobile analogue au Midgetman. et des travaux de modernisation des missiles intercontinentaux sur rail comparables au MX; - réduction des forces stratégiques à 5000 têtes (au lieu de 6000 autorisées par le traité Start); - arrêt des essais nucléaires pour un an.
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Outre ses mesures unilatérales citées ci-dessus, le président Bush formula plusieurs offres de négociation concernant en particulier l'élimination de tous les missiles balistiques intercontinentaux à têtes multiples, ce qui montre bien sa volonté de poursuivre sur la voie du désarmement. La dernière des mesures unilatérales du Président Gorbatchev, citées ci-dessous, par son originalité, ajoutée à sa proposition d'une nouvelle réduction de 50 % des armements stratégiques

soviétiques et américains au delà des niveaux établis par le traité Start I, constitue une réponse favorable aux intentions de l'administration américaine. Tous ces signes encourageants ne doivent pas faire oublier la difficulté dans laquelle se trouvait le Président Gorbatchev. L'opposition Gorbatchev-Eltsine est en ce moment à son stade le plus critique. Les conservateurs et l'hierarchie militaire retrouvent une influence plus grande, cette dernière ne voulant plus être mise à l'écart des négociations et manifeste sa détermination de n'appliquer les accords que si elle est étroitement associée aux négociations.

Ces difficultés sont allées en augmentant jusqu'à l'éclatement de l'Urss et le remplacement de M. Gorbatchev par le Président Eltsine autour de la table de négociations face aux Etats-Unis.

II.1.1.2 Une étape prometteuse ? un accord remarquable

Dès janvier 1992, les Président Boris Eltsine et Georges Bush reprirent la valse des propositions de plate-formes de négociations pour relancer le processus de désarmement.

Dans des délais records, les négociations aboutissent le 17 juin 1992 à un accord conclu entre les deux Présidents à Washington. Il a donné lieu à une déclaration commune : « *entente (joint understanding) sur l'élimination des missiles balistiques intercontinentaux à têtes multiples et sur de nouvelles réductions des armes stratégiques offensives* ». L'objectif fixé est le plafond de 3000 à 3500 têtes nucléaires de part et d'autre « *selon ce que déterminera chacune des deux nations* ». Le délai fixé est 2000/2003. Il doit être atteint en deux étapes :

- une première étape de sept ans, ce délai coïncide avec celui laissé par le traité Start I, aux autres républiques de l'ex-Urss pour éliminer leur armement nucléaire ou le transférer en Russie. L'objectif de cette étape est fixé à un total de charges entre 3800 et 4250.
- Une deuxième étape qui doit s'achever au plus tard en 2003.

La destruction de l'armement russe ou transféré en Russie des autres républiques dépend essentiellement de l'aide financière américaine.

Cet accord constitue la trame principale du futur traité Start II.

II.1.2 La conclusion du traité Start II.

Six jours après la signature du remarquable accord du 17 juin, le secrétaire d'Etat James Baker déclara devant le comité des Affaires étrangères du sénat américain que le traité final allait être signé dans un « délai de trois à cinq semaines ». La complexité des obstacles techniques et surtout le renforcement de l'opposition en Russie ont rendu les négociations très difficiles.

Il faudra compter sur la ferme volonté du Président Bush de clôturer son mandat sur une réalisation diplomatique d'envergure d'une part et sur le besoin du Président Eltsine de conforter sa stature internationale d'autre part pour que les négociations s'accélèrent et aboutissent finalement à la conclusion du traité Start II le 3 janvier 1993.

II.1.3 Problèmes de ratification :

L'une des conséquences de l'empressement des deux parties à conclure les négociations de Start II est que son application est subordonnée à la ratification de Start I complété du protocole de Lisbonne par les cinq parties concernées, les Etats-Unis d'une part et les quatre républiques héritières de l'arsenal soviétique (Russie, Ukraine, Biélorussie, Kazakhstan) d'autre part. Si la ratification du Kazakhstan (2 juillet 1992), des Etats-Unis (1 octobre 1992), de la Russie (4 novembre 1992) et de la Biélorussie (4 février 1993) sont acquises, la ratification de l'Ukraine est un obstacle très difficile.

Le cas de l'Ukraine

Parmi les Etats successeurs de l'URSS, l'Ukraine est le plus important à l'exception de la Russie, et représente un pays sensiblement comparable à la France par la taille de son territoire et sa population. En matière nucléaire, l'Ukraine détient sur son territoire un arsenal important hérité de l'ex-URSS et composé de 174 ICBM et de 20 bombardiers stratégiques, soit 1 400 têtes nucléaires. Comme la Biélorussie et le Kazakhstan, elle s'est théoriquement engagée par les accords de Lisbonne du 17 mai 1992 à respecter le traité Start I et à adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire comme Etat non-nucléaire; Or l'Ukraine ne s'est précipitée pour remplir

aucune de ces obligations ; bloquant par là même l'ensemble du processus Start puisque la ratification russe de START I a été conditionnée au respect des engagements de Lisbonne.

Plusieurs raisons expliquent ce refus :

- La première est strictement financière: l'Ukraine souhaite obtenir le maximum de compensations financières pour son adhésion et juge les 175 millions de dollars promis par Washington insuffisants (Kiev estime le coût du démantèlement des armes sur son territoire à 2,8 milliards de dollars). Kiev souhaite en outre obtenir une part équitable des 10 milliards promis par les Etats-Unis pour l'achat d'uranium enrichi à usage ex-soviétique militaire alors que Moscou s'y oppose.

- La seconde raison tient à la nature des rapports avec la Russie. Les armes nucléaires ne sont qu'un des éléments d'un marchandage comprenant à la fois des questions économiques et financières et des problèmes plus politiques et militaires, dont le sort de la flotte de la mer Noire disputée entre les deux pays.

- La troisième est stratégique, l'Ukraine a des soucis légitimes de sécurité face à la Russie. Elle souhaite donc obtenir des garanties de sécurité de la part de Moscou et de l'Occident en échange de sa renonciation à l'arme nucléaire. Celle-ci, en effet, apparaît à certains Ukrainiens comme une garantie difficilement remplaçable, d'autant plus que les cinq puissances nucléaires ont refusé d'accorder des garanties supérieures à celles reconnues aux Etats non nucléaires, alors que l'Ukraine souhaite un traité multilatéral avec toutes les puissances nucléaires. Les Ukrainiens savent enfin que personne ne viendra à leur secours en cas de problème avec les Russes, alors qu'ils sont conscients qu'ils existent aux yeux du monde en grande partie grâce à leurs armes nucléaires. Les Etats-Unis notamment ont construit leurs relations avec l'Ukraine principalement sur le prisme nucléaire. L'Ukraine regrette également de n'être pas traitée comme un Etat pleinement européen. L'insistance mise sur le désarmement nucléaire renforce donc paradoxalement le prix de ces armes.

- La quatrième est la pression des nationalistes ukrainiens qui souhaitent que le pays se déclare purement et simplement un Etat nucléaire au terme du TNP. Cette position nationaliste n'est pas le propre de quelques extrémistes puisqu'elle a reçu le soutien de 243 des 450 parlementaires de la Rada, le 20 mai 1993, mais aussi du Premier ministre Kuchma. Le président ukrainien Léonid Kravtchouk pour sa part revendique la propriété des matières nucléaires et non des armes sur son territoire, et se déclare partisan de la dénucléarisation.

Pour décider l'Ukraine à tenir ses engagements, les pressions internationales se sont ajoutées aux pressions russes. Les Allemands et les Américains ont conditionné la plus grande part de leur aide au règlement de la question nucléaire. La visite en Ukraine du secrétaire à la Défense, Lee Aspin, les 6 et 7 juin 1993 a confirmé la position américaine. Le sommet du G7 à Tokyo a également appelé l'Ukraine le 8 juillet 1993 à adhérer au TNP en tant qu'Etat non nucléaire et à ratifier rapidement Start 1.

Asphyxiés par la fin des livraisons de gaz et de pétrole russes, les Ukrainiens semblent avoir cédé lors de leur rencontre entre Eltsine et Kravtchouk, à Massandra, le 3 septembre 1993, en Crimée. Le président ukrainien a accepté de remettre toutes les ogives nucléaires à la Russie ainsi que l'essentiel de la flotte de la mer Noire pour payer sa dette énergétique. Certains parlementaires nationalistes ont qualifié l'accord de Massandra de " trahison nationale". La ratification conditionnelle de Start le 18 novembre 1993 ne résout en rien les problèmes puisque les parlementaires ukrainiens continuaient à refuser d'adhérer au TNP et de souscrire sur ce point au protocole de Lisbonne.

Le 5 décembre 1994, le jour même de l'adhésion pleine et entière de l'Ukraine au TNP en tant qu'Etat non nucléaire, le traité Start I complété par le protocole de Lisbonne est entré en vigueur, permettant ainsi que les dispositions de Start II soient mises en œuvre. La ratification par la douma russe devra encore attendre.

1.4 Le traité Start II d'un point de vue stratégique :

Juridiquement et aussi historiquement Start II est la suite de l'esprit de Start I quant à leur finalité qui est de réduire les armements nucléaires (le R de Start) . Ce-ci est en rupture avec les traités Salt qui visaient essentiellement à la limitation des armements nucléaires (le L de Salt). Ce qui prévalait à l'époque de la guerre froide était le souci de limiter la tentation des deux parties de « la frappe en premier ». Start II, plus que Start I, privilégie la logique de la dissuasion, d'abord parce qu'il est le premier traité de l'après guerre froide et il est venu suite à l'époque Gorbatchev qui s'est caractérisée par la détente dans les relations Est-Ouest. Des experts russes craignent que cette nouvelle donne soit plus favorable aux Etats-Unis qu'à la Russie. L'examen rapide du tableau comparatif ci-dessous leur donne raison, car il montre que l'une des conséquences majeures du traité Start II est que la Russie, puissance essentiellement terrestre, se voit imposer une composition de ses forces similaire à celle des Etats-Unis, puissance essentiellement maritime. A ce sujet Alexei Arbatov note que : « *Start II détruit les fondations de la dissuasion russe* »*(*Bulletin of Atomic Scientists, avril 1993*)

En effet le « downloading » ou le « démirvage » qui consiste à décharger un nombre de charges du missile tout en le conservant, pénalise plus la Russie que les Etats-Unis. Car le cœur de l'armement stratégique russe est constitué de ICBM : missiles balistiques intercontinentaux SS-18, SS-19, et qui sont les plus déstabilisants, sont touchés soit par la destruction soit par le « *downloading* » prévus par le traité. Par contre les Etats-Unis privilégient les SLMB : missiles balistiques lancés de sous-marins et qui ne sont pas touchés par la réduction. Les Etats-Unis obtiennent ainsi la transformation radicale de l'arsenal russe en le positionnant sur son propre terrain stratégique.

**Réduction des têtes nucléaires des forces
stratégiques russes et américaines selon les engagements
Start II**

Armes	1990	1998	2007
-------	------	------	------

Têtes nucléaires sur missiles basés à terre

Russes	7176	3580	800
Américains	2450	2451	500

Têtes nucléaires sur missiles des sous-marins (SNLE)

Russes	2804	1824	1696
Américains	5760	3376	1680

Têtes nucléaires sur bombardiers

Russes	860	782	800
Américains	2353	1775	1316

Totaux généraux

Russes	10 840	6186	3296
Américains	10 563	7982	3496

Extrait du © CDRPC 2000

Les pourcentages de réductions calculés sur les totaux généraux sont très sensiblement proches, soit – 69% pour les américains et – 70% pour les russes. Par contre, en ce qui concerne les têtes nucléaires sur missiles basés à terre, les russes réduisent de 89% leur armement contre 80% pour les américains, alors qu’au départ le nombre de têtes chez les russes (7176) est trois fois plus grand chez les américains (2450). Pour ce qui est des têtes nucléaires sur missiles des sous-marins (SNLE) les américains réduisent le nombre de 71% contre 40% pour les russes qui en possédaient deux fois moins. Ce qui n’est qu’une compensation apparente car l’alignement s’est fait sur le type d’armement favorable à la nature de l’arsenal américain non seulement en nombre effectif de têtes et de vecteurs, mais aussi en

possibilité de développement avenir. A cela s'ajoute l'avantage que gardent les américains dans le domaine des têtes nucléaires sur bombardiers (1316 pour les américains contre 800 pour les russes).

II.2 L'évolution de la stratégie russe en Europe

Incontestablement, le traité Start II est une grande réalisation de l'après guerre froide. Néanmoins, la Russie s'en trouve isolée. Si de haute lutte et grâce à la volonté des puissances occidentales, la Russie s'est imposée comme la seule puissance nucléaire dans l'ancien espace soviétique, en contre partie, elle ne possède plus l'envergure de l'ex-Urss et encore moins le statut de superpuissance face à l'hégémonie américaine, autrement que par son arsenal nucléaire. Cette incapacité fait partie de l'héritage de l'Union soviétique agonisante qui a montré sa faiblesse dans sa politique pendant et après la guerre du Golfe. La crise balkanique et les conflits non réglés à l'intérieur de la sphère d'influence la Russie sont autant d'indicateurs de sa faiblesse et de l'étroitesse de son champs d'action .

Sur la scène internationale, la Russie isolée depuis la disparition du pacte de Varsovie , est en face de défis majeurs qui conditionnent sa politique étrangère et sa stratégie et l'obligent à se forger un nouveau rôle, dans un monde complètement dominé par l'hyperpuissance américaine.

II.2.1 Le rôle de la Russie dans le conflit dans l'ex-Yougoslavie : de la Bosnie au Kosovo

Déjà au cours de l'année 1993, on avait assisté à un fléchissement constant de la politique extérieure résolument occidentaliste qu'avait adoptée la Russie depuis la dissolution de l'URSS. Cet infléchissement s'était inscrit en parallèle au durcissement de la politique à l'endroit des anciennes républiques et découlait des mêmes deux causes fondamentales : il s'agit, d'une part, des critiques de plus en plus nombreuses provenant des différents milieux politiques, des forces armées et de l'entourage même de Eltsine, reprochant à la politique extérieure russe de s'être entièrement mise à la remorque de celle des puissances occidentales et de sacrifier pour ce faire les intérêts traditionnels et fondamentaux de la Russie, et d'autre part, de la baisse de l'influence politique des libéraux radicaux et tout autant, de la perte de leurs illusions sur les relations de la Russie avec les puissances occidentales. ils avaient affirmé qu'avec

l'avènement de la démocratie et du capitalisme en Russie, il n'y avait plus aucune divergence profonde d'intérêts entre celle-ci et le monde occidental. ils voyaient dans l'insertion la plus rapide de la Russie au «concert" des puissances occidentales la panacée à tous ses problèmes de transition.

En 1994, ce sont souvent les mêmes dirigeants, et en particulier le même ministre des Affaires étrangères, qui se sont chargés d'affirmer avec force les intérêts divergents de la Russie et d'attaquer avec une agressivité nouvelle le comportement et les politiques des Etats occidentaux.

L'événement le plus remarquable à cet égard, et qui a causé une surprise dans la communauté internationale, a été la réaction de la Russie à l'ultimatum adressé par l'Otan aux Serbes de Bosnie, le 10 février 1994, les enjoignant de retirer leur équipement lourd à vingt kilomètres de Sarajevo avant le 21 février, sous la menace d'attaques aériennes de leurs positions. Eltsine déclara au Premier ministre britannique qu'on cherchait à résoudre les problèmes de la Bosnie sans la Russie et qu'il ne «permettrait pas que cela se produise". A cause de ses relations assez bonnes avec les Serbes, la Russie réussit à obtenir le dégagement de Sarajevo. Ainsi, les États-Unis et l'Otan n'eurent pas à mettre à exécution un ultimatum sur les termes duquel ils avaient eu bien des difficultés à s'entendre et qu'ils n'avaient nulle envie de mettre à exécution. La Russie put se targuer d'un succès diplomatique et se présenter comme un acteur incontournable. Les puissances occidentales cherchèrent ensuite à l'associer davantage à la recherche d'une solution, ce qui leur fournissait un alibi supplémentaire pour demander aux bosniaques, au nom du réalisme, d'accepter un règlement qui consacrerait largement leur défaite.

il apparut avec la résorption de la« crise» (et par la suite) que la virulente réaction de la Russie tenait autant et même davantage à des questions de forme et de statut qu'à des divergences de fond sur la solution du conflit bosniaque. C'est précisément cela qui est révélateur de plusieurs des problèmes actuels de ses relations avec l'Ouest. Pour les dirigeants russes, il était intolérable que la Russie ait été tenue entièrement à l'écart d'une décision collective importante sur une question internationale majeure. Qui plus est, cette décision et son exécution se faisaient dans le cadre de l'Otan, et elles concernaient un pays situé sur les franges de la sphère d'influence traditionnelle de la Russie et de l'URSS et une action unilatérale de l'Otan dans ce pays eut alors été impensable.

Quelques années plus tard, les Russes essuieront le même échec dans le déroulement du règlement du conflit au Kosovo. L'image du demi-tour effectué par l'avion de M. Evgueni Primakov, en route pour Washington, est restée dans la mémoire de beaucoup de Russes : leur premier ministre apprenait en plein vol le déclenchement de la guerre du Kosovo. Ils y ont vu l'éclatante démonstration du mépris dans lequel leur pays était tenu par les responsables américains.

La Russie a été contrainte d'abandonner sa traditionnelle solidarité avec les serbes.

Si à cela on ajoute la guerre en Tchétchénie qui empoisonnent perpétuellement la vie de la diplomatie russe, nous voyons que la Russie éprouve les plus grandes difficultés à concilier son statut de superpuissance hérité de l'ex-Urss et qu'elle voudrait justifier autrement que par le fait qu'elle soit une puissance nucléaire et son nouvelle position de puissance régionale aux portes de l'Europe occidentale.

II.2.2 La réaction russe à l'élargissement de l'OTAN

L'OTAN, organisation a été conçue par les puissances occidentales pour faire face à la menace, réelle ou supposée, de l'Union soviétique et du camp de l'Est, elle a, de manière inattendue, survécu à leur disparition, comme si l'exceptionnel changement historique intervenu entre 1989 et 1991, ainsi que la fin de la guerre froide n'enlevaient rien à sa nécessité.

Instrument privilégié de prépondérance des Etats-Unis au sein du camp occidental, l'alliance a été préservée et la politique américaine a fait en sorte de la conserver tout en l'adaptant.

Quant aux Etats-Unis, personne n'y remet en cause l'obligation de préserver le leadership américain ni l'importance que l'organisation garderait pour l'assurer dans l'avenir comme dans le passé.

L'un des textes les plus significatifs à cet égard fut celui adopté dès le sommet des pays membres de l'OTAN à Rome, les 7 et 8 novembre 1991, qui évoquait les deux conclusions à tirer de l'effondrement du pacte de Varsovie. *« La première est que la nouveauté de cet environnement n'affecte ni l'objet ni les fonctions de sécurité de l'Alliance, mais en fait ressortir la permanente validité. La seconde est que ce nouvel environnement offre en revanche à l'Alliance de nouvelles occasions*

d'inscrire sa stratégie dans le cadre d'une conception élargie de la sécurité. » Dès lors, on pouvait prévoir que l'avenir du système atlantique ainsi que la place qu'y occuperait l'Europe dépendraient d'abord des conceptions stratégiques adoptées par les Etats-Unis.

Les positions prises par la Russie sur la question de l'adhésion des pays d'Europe de l'Est à l'Otan et sur ses propres rapports avec cette dernière illustrèrent le caractère qu'elle entendait donner à son partenariat avec les Etats-Unis et à ses relations avec l'Europe de l'Est.

Lors d'une visite en Pologne et en République tchèque, les 25 et 26 août 1993, Eltsine avait paru mettre de côté les objections déjà exprimées par la Russie concernant les demandes d'adhésion de ces pays à l'Otan. Interrogé précisément là-dessus, il avait notamment affirmé à Prague que "la Russie n'a pas le droit d'empêcher un Etat souverain d'adhérer à une organisation européenne». On y avait vu alors une évolution de la position russe. Il s'avéra rapidement cependant qu'il s'était agi là de formules diplomatiques et que si évolution il y avait, elle allait dans le sens d'un renforcement des objections russes. Celles-ci firent l'objet d'un consensus politique très large en Russie. Elles se fondaient sur des considérations différentes mais complémentaires. Pour les conservateurs et nationalistes, l'Otan demeurait une organisation au moins potentiellement hostile à la Russie et l'Europe de l'Est devait demeurer dans sa sphère d'influence. Pour ceux qui restaient des occidentalistes radicaux et qui considéraient avec raison que l'Otan n'était ni prête, ni disposée, à intégrer la Russie, son extension en Europe de l'Est n'aurait fait que souligner et particulariser sa non-intégration au monde occidental et affaibli encore leurs positions face aux nationalistes russes. Eltsine et Kozyrev reprenaient ces derniers arguments et faisaient valoir que l'extension des garanties de l'Otan aux pays d'Europe de l'Est était inamicale envers la Russie parce qu'elle signifiait, au moins implicitement, que celle-ci était pour eux une menace.

La réaction d'ordre stratégique fut la relance de l'effort dans l'armement nucléaire stratégique. L'article qui suit, reproduit dans son intégralité, donne un aperçu suffisant de cette réaction :

« Différents signes indiquent un changement significatif dans la stratégie nucléaire russe, en réponse à l'expansion de l'OTAN et la guerre des Balkans.

Après une réunion du Conseil de sécurité russe début mai, le président Boris Eltsine a signé un décret pour un programme d'armes nucléaires «sub-stratégiques». Le Premier ministre Stépachine a déclaré à la Douma que le budget russe pour la Défense allait passer de 2,8% à 3,5% du PIB.

Des experts militaires russes ont affirmé que le **«programme pour le développement d'une nouvelle génération d'armes nucléaires tactiques»** avait été mis en avant par l'ancien ministre de l'Energie atomique Michailov. De toute évidence, la Russie change de doctrine de guerre nucléaire. Selon le ministre russe à l'Energie atomique, il faut **«revoir le concept selon lequel les armes nucléaires sont des armes de destruction de masse»**. En raison de la terrible puissance destructrice des armes nucléaires stratégiques de haute puissance, la menace d'utiliser ces armes s'est atténuée -- et la dissuasion nucléaire avec elle. Ainsi, pour restaurer la crédibilité de sa menace nucléaire, la Russie est en train de développer une nouvelle génération de **«bombes nucléaires miniaturisées et super-miniaturisées»** d'une puissance explosive équivalant à une petite fraction de celle de la bombe lâchée par les Etats-Unis sur Hiroshima. Selon certains rapports, la Russie compte produire jusqu'à 10000 armes nucléaires «sub-stratégiques» et échanger en même temps une partie des armes nucléaires stratégiques de l'arsenal actuel contre des ogives nucléaires miniaturisées d'une puissance explosive relativement faible.

La logique de cette politique est claire: la Russie a encore des capacités suffisantes pour détruire l'Europe et l'Amérique du Nord à coups d'armes nucléaires stratégiques, mais elle ne pourrait cependant pas accepter le désastre qu'une guerre nucléaire totale créerait en Russie même. Actuellement, la force militaire totale de la Russie est

inférieure à celle de l'Ouest et elle n'est pas prête à «**commettre un suicide nucléaire**» pour le compte de la Yougoslavie ou de l'Irak. Après avoir dépensé de telles ressources pour bâtir un arsenal nucléaire, elle ne peut l'utiliser ni politiquement ni militairement. Le plan du ministère russe de l'Atome vise donc à changer cette situation, en restaurant la «possibilité» d'une utilisation des armes nucléaires. Elle vise à donner à la Russie le potentiel, en utilisant de nouvelles ogives nucléaires de petite dimension, de lancer une «attaque de précision» contre des cibles militaires en tout point du globe, sans déclencher une guerre nucléaire à grande échelle». (<http://solidariteetprogres.online.fr/News/Russie.>)

D'autre part, les russes menacent d'utiliser l'arme nucléaire contre tout pays qui menace les intérêts de la Russie ou, ce qui est encore plus grave, de l'utiliser contre tout pays non nucléaire si celui-ci est allié à une puissance nucléaire hostile à la Russie. Cela ressemble fortement au discours que tenaient les autorités soviétiques à l'époque de la guerre froide.

II.3 L'évolution des relations russo-américains et le problème de l'ABM

II.3.1 Un revirement spectaculaire de la stratégie américaine

Nous avons vu que l'une des conséquences du traité Start II favorables aux Etats-Unis, est la transformation radicale de l'arsenal nucléaire stratégique russe. Les plafonds fixés par le traité permettent aux américains de se mettre à l'abri d'attaque intercontinentale russe. En même temps que sa puissance maritime garde ses atouts majeurs qui sont la rapidité, la grande étendue de son champ d'action et surtout sa force de frappe. L'expérience de la guerre du Golfe et l'élargissement de l'OTAN vers les pays de l'Europe de l'est se sont révélés décisifs pour asseoir la domination américaine sur la scène internationale. Le cadre du traité ABM est devenu trop étroit pour les américains car il maintient des considérations trop contraignantes qu'ils ont du concéder à une époque où à la puissance soviétique faisait jeu égal avec eux et leur imposait « la parité nucléaire ». Or la nouvelle position hégémonique des Etats-Unis, estiment les américains, pourraient les dédouaner de contraintes liés à un passé révolu.

Les américains lancent alors le programme de la mise en place du système de défense NMD (National Missile Defense). Ce programme est une séquelle de l'Initiative de défense stratégique (IDS) lancée par le président Reagan en 1983, sans que l'on sache encore s'il s'agissait d'un plan délibéré pour entraîner dans une escalade ruineuse l'URSS ou d'une entreprise insensée car irréalisable techniquement et terriblement coûteuse. Force est néanmoins de constater que ces dépenses faramineuses ont favorisé le retour au leadership technologique des Etats-Unis. Bien que limité à cent missiles anti-missiles installés en Alaska, le nouveau projet coûtera environ 30 milliards de \$.

Le monde diplomatique publie un article de Paul-Marie de La Gorce, intitulé « Washington mise sur le bouclier antimissile », où il donne l'analyse suivante :

« Le débat stratégique aux Etats-Unis, entamé dès la fin de la guerre froide et placé sous le signe de la « révolution dans les affaires militaires », marque un tournant majeur des théories américaines sur les conflits futurs . Cette évolution trouve son origine dans la recherche de concepts

opérationnels dérivés des nouvelles technologies. Ceux-ci concernent notamment l'« acquisition » des objectifs, la précision à très grande distance, l'information permanente sur les forces en présence et les cibles éventuelles. Le concept central qui a fini par prévaloir est celui de « contrôle stratégique ». Il s'agit de créer les conditions nécessaires non pour occuper un territoire, mais pour examiner la situation de l'adversaire, réduire sa puissance par la destruction de ses capacités militaires, industrielles et politiques, voire l'annihiler, obtenir ainsi son recul ou sa capitulation. [...] C'est ce contexte qui a été mis en oeuvre durant les guerres du Golfe, de Bosnie et du Kosovo, avec les résultats espérés. [...] L'instrument par excellence du « contrôle stratégique » est la puissance aérospatiale.

II.3.2 Les Etats-Unis dénoncent le traité ABM

Le développement par les Etats-Unis du système NMD (National Missile Defense), supposé protéger le territoire contre une attaque nucléaire extérieure, viole ouvertement le traité ABM - conclu en 1972 et par lequel Etats-Unis et l'Union soviétique s'interdisaient de développer des systèmes anti-missiles. Ils finissent par le dénoncer, comme le rapporte l'AFP (13 décembre 2001) « M. Bush a annoncé qu'il avait informé officiellement jeudi la Russie que les Etats-Unis dénonçaient le traité antimissile ABM de 1972, une décision effective dans six mois ». Il a ajouté par la suite que sa décision « ne porterait atteinte en aucune manière » aux nouvelles relations russo-américaines.

Fin avril 2000, The Bulletin of the Atomic Scientists a reçu des documents dont un reprenait les " points de discussion " (talking points) que les négociateurs américains ont soumis à leurs homologues russes en janvier 2000 pendant les discussions sur une révision du traité ABM.

En faisant pression sur la Russie pour qu'elle accepte de modifier le traité ABM de façon à pouvoir développer son système défense NMD, les Etats-Unis ont expliqué que :

- la Russie n'avait rien à craindre car chacun de leur deux pays va maintenir "en accord avec de possibles traités de désarmement futurs, un arsenal stratégique large, diversifié et viable" capable d'anéantir son ennemi.

- la Russie va maintenir ses forces nucléaires en état d'alerte.

Le système de défense américain était donc destiné à des Etats parias qui ne possèdent qu'un nombre limité de missiles, pas à la Russie qui va maintenir sa capacité au-delà des possibilités d'interception du système.

Selon Jean-Pierre Dupuy (professeur de philosophie morale et politique à l'université Stanford (Californie), chercheur au Centre de recherche en épistémologie appliquée de l'Ecole polytechnique) dans une tribune du *Monde* daté du 14 juillet 2000, " le problème [pour] les Américains [... est qu'] il leur faut montrer que le bouclier qu'ils ambitionnent de construire sera perméable à une frappe russe tout en arrêtant les missiles d'un Etat fanatique. Qu'il est périlleux de jouer ainsi à des jeux incompatibles en fonction de l'adversaire ! [...] Les Russes ne croient pas que les Etats-Unis craignent le moins du monde une attaque de la Corée du Nord. Ils interprètent la gesticulation américaine comme la préparation d'une première frappe qui leur est destinée, le bouclier servant à se protéger des représailles. [...] Quel chef d'Etat victime d'une première frappe, n'ayant plus qu'une nation dévastée à défendre, prendrait par une seconde frappe vengeresse le risque de mettre fin à l'aventure humaine ?

[...] Le déclenchement accidentel d'un processus d'escalade devenant incontrôlable fait donc partie intégrante de l'équation dissuasive. Or, s'il venait à être construit, le bouclier américain serait perméable à une frappe russe intentionnelle, mais probablement imperméable à une frappe accidentelle. Le bouclier apparaît ainsi incompatible avec la logique de la dissuasion que les Américains disent pourtant vouloir conserver en ce qui concerne la Russie. Conscients du danger, ils sont allés, on le sait aujourd'hui, jusqu'à encourager les Russes à maintenir en permanence leur force en état d'alerte et même à pratiquer la politique du " launch on warning ", qui consiste à déclencher une attaque dès lors que le système d'alerte a repéré des missiles en vol, avant donc que ceux-ci aient atteint leur cible. Cette politique présente l'avantage d'utiliser sa force avant qu'elle soit détruite, mais elle maximise les chances qu'une guerre soit provoquée accidentellement. Les Américains savent fort bien d'ailleurs que le système d'alerte russe est dans un état lamentable. [...] Jamais sans doute, en cette veille du XXIème siècle, n'aura été

aussi forte la probabilité que nos enfants, en tout cas nos petits-enfants, soient les témoins, les victimes et peut-être les acteurs, d'un embrasement atomique. "

Les craintes de Jean-Pierre Dupuy sont tout à fait fondées, car le maintien en alerte des arsenaux russes n'est pas sans danger. Le 25 janvier 1995 les radars russes avaient pris une fusée scientifique norvégienne pour un missile trident tiré par un sous-marin américain. En moins de huit minutes, le Président Eltsin avait dû décider avec ses conseillers de lancer ou non une contre-offensive.

II.3.3 La réaction russe

L'AFP, le 13 décembre 2001, rapporte que le président russe Vladimir Poutine a accueilli avec regret la décision du retrait des américains du traité antimissile ABM. "Nous ne sommes pas surpris par cette décision que nous considérons néanmoins comme erronée", a déclaré M. Poutine, tout en précisant que la décision américaine ne représentait "pas une menace pour la sécurité nationale de la Russie".

Le chef de la commission des Affaires étrangères de la Douma (chambre basse du Parlement) Dmitri Rogozine avait notamment suggéré la possibilité pour la Russie d'équiper les missiles russes de têtes multiples "ce qui était interdit par l'accord Start II".

Rien qu'en se limitant à ces deux déclarations, nous pouvons comprendre le désarroi dans lequel se sont trouvées les autorités russes. Cela montre la difficulté du choix à faire. La rupture avec les Etats-Unis, bien qu'elle pourrait redonner de l'aplomb à la diplomatie russe dans le camp opposé aux Etats-Unis, risquerait à terme de l'isoler sur la scène internationale. D'un autre côté, l'acceptation dans les faits de la décision américaine risquerait d'approfondir le malaise que ressentent les russes depuis la perte de leur statut de superpuissance.

Depuis déjà bien longtemps, la question du désarmement et de la non-prolifération nucléaires est devenue une carte dans le jeu politique entre russes et américains. Le président Poutine excelle dans ce domaine. Il le prouvera à cette occasion en oeuvrant pour garder le contact Etats-Unis comme interlocuteur privilégié dans le débat stratégique et ainsi maintenir sa présence sur la scène internationale autrement qu'à travers le conflit dans la république tchétchène.

Répondant au président Bush qui avait affirmé auparavant que sa décision "ne porterait atteinte en aucune manière" aux nouvelles relations russo-américaines, M. Poutine a estimé que "le niveau de relations entre la Fédération de Russie et les Etats-Unis devait non seulement être maintenu, mais être également utilisé pour mettre au point le plus vite possible de nouveaux cadres de relations stratégiques".

Une double réponse va être donnée à la décision américaine : La ratification par la douma du traité Start II et celui TICE-CTBT (Traité d'interdiction totale des essais nucléaires et *Comprehensive test ban treaty*). François Géré (directeur scientifique de la Fondation pour la recherche stratégique, dans un article publié par le monde diplomatique le mardi 2 mai 2000, sous le titre évocateur de ‘ Terreur et vertu du nucléaire russe’, parle de cette double réponses en ces termes : « *En huit jours, le président Poutine a mis un terme à huit années de suspens de documents diplomatiques essentiels pour les progrès du processus de désarmement. La Douma a ratifié le traité Start II, en souffrance depuis 1992, et, une semaine plus tard, le TICE-CTBT , portant interdiction complète des essais nucléaires, signé en 1996. Entre les deux, une nouvelle doctrine de défense a été officiellement adoptée; la Russie s'y déclare résolue à «utiliser toutes les forces et tous les moyens à sa disposition, y compris l'arme nucléaire, au cas où tous les autres moyens pour régler la situation seraient épuisés».* S'agirait-il d'un retour à l'équilibre de la terreur qui caractérisa la guerre froide? ». Il poursuit son analyse pour répondre à cette question : « Si les déclarations sur la stratégie nucléaire suggèrent une continuité dans l'effort de terreur dissuasif, la ratification du CTBT (*Comprehensive test ban treaty*) et de Start II, en revanche, manifeste une volonté vertueuse. En ratifiant le CTBT, la Russie pointe objectivement du doigt l'étrange comportement du Congrès des Etats-Unis, qui, dissipé par un excès de querelles intestines, l'a rejeté à l'automne 1999. Manœuvre, dira-t-on, pour mettre en difficulté les Etats-Unis; pourtant, rien ne serait plus trompeur que d'interpréter ces décisions à travers la vieille grille de lecture de la guerre froide. »

M. François Géré souligne la stratégie politique du président Poutine en disant : « Pour l'heure, M. Poutine gagne sur tous les tableaux: à l'intérieur, où il impose son image de marque en montrant qu'il dirige vraiment une diplomatie et une stratégie russes qui, à l'image de Boris Eltsine, se trouvaient en catatonie. Il gagne

également en prestige international: au moment où se tient à New York la conférence quinquennale d'examen du traité de non-prolifération, le nouveau Président rassemble autour de la Russie tous les Etats qui souhaitent que reprenne la longue marche du désarmement nucléaire. Enfin, il gagne face aux Etats-Unis, les plaçant en position de relatif isolement diplomatique. La ratification de Start II a été assortie de remarques conditionnelles concernant l'intangibilité du traité ABM de 1972, qui limite rigoureusement le déploiement des défenses antimissiles. Ces réserves ont valeur d'avertissement: d'accord pour la vertu, mais tous ensemble! La décision de déploiement d'une défense antimissiles américaine, si elle intervenait cet été comme prévu, conduirait la Russie à infléchir sa conduite dans un sens moins vertueux

Ainsi, entre terreur et vertu, le message paraît finalement très équilibré. Il suggère une Russie qui entend donner d'elle-même une image responsable sur les grands dossiers stratégiques, tout en restant maîtresse chez elle. Moscou définit peu à peu les termes de la nouvelle règle du jeu stratégique international. Une telle évolution ne peut que satisfaire la Chine et l'Inde, contribuant à calmer les velléités de course aux armements stratégiques en Asie; à condition, toutefois, que les Etats-Unis accompagnent le mouvement. La balle entre clairement dans le camp américain ».

Le président Poutine propose donc un nouveau « deal » qui esquivé les risques de ruptures avec les Etats-Unis. Il a renouvelé sa proposition de réduire les armes stratégiques russes et américaines à un niveau compris entre "1.500 et 2.200 ogives nucléaires de part et d'autre", des chiffres qui coïncident avec l'annonce faite à la mi-novembre par le président George W. Bush sur une réduction unilatérale des ogives américaines dans une fourchette comprise entre 1.700 et 2.200 têtes nucléaires, mais avait émis le souhait que ces baisses soient inscrites dans des traités formels et vérifiables. Depuis, le Pentagone avait été chargé de faire des propositions concrètes sous la forme d'une révision de la stratégie nucléaire (Nuclear posture review).

II.3.4 La « nuclear posture review » :

Les Etats-Unis qui continuent à reculer la ratification des traité Start II et surtout le CTBT ont déclaré mercredi 9 janvier 2001, vouloir garder en réserve - et non les détruire systématiquement - une partie des milliers de leurs ogives nucléaires

devant être mises au rebut, tout en renonçant pour le moment à reprendre les essais. "Au fur et à mesure des réductions, a commenté, de son côté, le porte-parole de la Maison Blanche, Ari Fleischer, *certaines têtes nucléaires perdront leur statut opérationnel et seront détruites, d'autres seront désactivées et, enfin, d'autres seront gardées mais placées en statut de non-déploiement, pour nous prémunir contre tout événement international imprévu*". Des responsables militaires ont expliqué que, si Washington veut garder des ogives en réserve, c'est pour dissuader des menaces nucléaires, biologiques ou chimiques, par exemple de la Chine.

« La veille de la présentation de la Nuclear posture review, George W. Bush avait indiqué qu'il souhaitait maintenir le moratoire, décidé par son père en 1992, sur une suspension unilatérale, par les Etats-Unis, de leurs essais nucléaires. La presse américaine avait auparavant relaté que le Pentagone et le ministère de l'énergie (chargé de mettre au point et de produire en série les têtes nucléaires) cherchaient à élaborer, en commun, une position nuancée sur un tel sujet (Le Monde du 9 janvier). Le porte-parole de la Maison Blanche a, du reste, exprimé à sa façon les réflexions en cours. "Nous n'avons jamais exclu, a dit M. Fleischer, que des essais puissent se révéler nécessaires pour nous assurer que notre arsenal, tout en étant réduit, restera sûr et sans risque."

A Moscou, par la voix du porte-parole du ministère russe des affaires étrangères, Alexandre Iakovenko, la Russie s'est déclarée satisfaite de la position de M. Bush. Elle a jugé la décision, par les Etats-Unis, du maintien de son moratoire "particulièrement importante dans la mesure où Washington continue obstinément de refuser de ratifier l'accord sur l'interdiction complète des essais nucléaires", le Comprehensive test ban treaty (CTBT). (Le Monde du 10 janvier 2001)

Bruno Tertrais, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, dans une interview accordée au journal l'Humanité, le 13 mars 2002, dit de la Nuclear posture review:

Question : La Maison-Blanche a demandé aux militaires américains de préparer des plans en vue d'une éventuelle utilisation d'armes nucléaires contre la Chine, la

Russie, l'Irak, la Corée du Nord, l'Iran, la Libye et la Syrie. Est-ce cela, la " nuclear posture review ", la révision de la posture nucléaire américaine ?

Bruno Tertrais : Ce qui est nouveau, c'est la formalisation dans un document officiel d'évolutions qui étaient déjà en cours.

- Premièrement : une réduction massive du nombre d'armes opérationnelles. L'objectif est de revenir entre 1 700 et 2 200 têtes en 2012, soit une réduction des deux tiers. Toutefois ces armes ne vont pas être détruites mais mises en sommeil. L'arsenal nucléaire américain, même en 2012, demeurera extrêmement important.
- Deuxièmement : la fin d'une conception " russo-centriste " de la dissuasion. La gamme des scénarios est désormais beaucoup plus large : Chine, Iran, Irak, Corée du Nord. C'est ce dont parle la presse américaine ces jours-ci : le Pentagone décrit un certain nombre de scénarios dans lesquels l'arme nucléaire pourrait avoir un rôle dissuasif.
- Troisièmement : une conception " globale " de la dissuasion dans laquelle le nucléaire n'est qu'un élément parmi d'autres, dont les moyens conventionnels et les défenses antimissiles. Depuis longtemps déjà, les USA ont une conception de la dissuasion plus globale que la nôtre.
- Quatrièmement : des mesures visant à assurer la pérennité de l'arsenal américain : infrastructures, systèmes de commandement, et capacité à faire de nouveaux essais nucléaires si nécessaire.

Pour illustrer la volonté des américains d'asseoir leur autorité sur la scène internationale, Bruno Tertrais dit : « ... Un responsable du département d'Etat a déclaré récemment que les " garanties de sécurité " données par les pays nucléaires aux pays non nucléaires dans le cadre du traité de non prolifération (" pas d'utilisation d'armes nucléaires contre des pays non nucléaires ") appartenaient peut-être à un passé révolu. Cela en dit long sur la manière dont pensent certains responsables américains. »

II.3.5 Implications de la « nuclear posture review » sur la prolifération nucléaire

Les conséquences immédiates touchent essentiellement à la relance de la course à l'armement nucléaire comme le dit Paul Marie de La Gorce dans l'article cité ci-dessus:

« Aujourd'hui, la question concerne principalement la Chine, qui, jusqu'ici, se contente d'une force nucléaire stratégique minimale, estimée à quelque 60 missiles à tête nucléaire et à longue portée. Aux termes de l'accord Start II qu'elle vient de ratifier, la Russie conserverait encore 3 000 armes nucléaires stratégiques : elle gardera donc de quoi saturer un futur système antimissile américain. En revanche, Pékin, pour maintenir la crédibilité de son arsenal nucléaire, devra accroître sensiblement celui-ci. De là une nouvelle compétition quantitative et qualitative qui impliquerait, par un engrenage prévisible, l'Inde, le Pakistan et l'ensemble des puissances nucléaires du continent eurasiatique ».

La stratégie américaine qui se base sur l'établissement d'une domination totale et dans tous les domaines sur la scène internationale laisse peu d'espace de liberté pour la Russie. Cette dernière, pour minimiser la domination américaine, cherche à établir des alliances avec des pays eux-mêmes hostiles à l'hégémonie américaine, tels que l'Iran, la Corée du Nord, l'Irak, la Chine, ..., même si certains de ces pays ne sont pas des alliés traditionnels de la Russie. A titre d'exemples, le président Poutine est l'artisan du rapprochement entre les deux Corée, en même temps qu'il propose à la Corée du Nord une négociation sur l'avenir de son propre programme de missiles balistiques. L'Iran, qui est pourtant un des pays qui pose problème à la Russie sur la scène asiatique et dans ses relations avec les pays islamiques limitrophes, bénéficie de la bienveillance russe pour le développement de son programme nucléaire civil. Les américains qui sont des adversaires irréductibles de tout rapprochement avec le régime iranien, voient d'un mauvais œil l'accès de l'Iran à la technologie nucléaire, craignant qu'elle soit utilisée à des fins militaires.

CONCLUSION

Nous avons vu que la Russie est arrivée à se tailler un rôle qui va avec ses nouvelles possibilités. Le combat interne et externe pour faire évoluer la société russe et la faire admettre sur la scène internationale comme interlocuteur crédible des puissances occidentales en général et les Etats-Unis en particulier est très dur. La sécurité collective que garantissait l'équilibre de la terreur et la menace mutuel pendant la guerre froide paraît maintenant appréciable. La nouvelle sécurité mutuelle a du mal à résister à l'hégémonie toujours grandissante des Etats-Unis qui se proposent comme l'unique garant de la sécurité collective. La Russie, comme l'Europe d'ailleurs se cherche une place. En se concerne la Russie on a vu comment elle a adapté sa stratégie en accompagnant les évolutions de la conjoncture internationale. Elle réussit, tant bien que mal à convertir ses déroutes en actifs stratégiques. L'après 11 septembre et la nuclear posture review, lui offrent la possibilité de se maintenir sur la scène internationale en dépit de ses déboires en Tchétchénie et ses bégaiements dans la conduite de son économie de marché et pour cette dernière gageure, l'arme nucléaire ne lui sera pas d'un grand secours ou alors au détriment de la non prolifération nucléaire.

ANNEXE

Désarmement nucléaire entre russe et américain (START II)

Réduction des têtes nucléaires des forces stratégiques américaines selon les engagements Start II

Armes	1990	1998	2007
Têtes nucléaires sur missiles basés à terre			
missiles MX Peacekeeper	500	500	0
missiles Minutemann II	450	1	0
missiles Minutemann III	1500	1950	500
Sous-total	2450	2451	500
Têtes nucléaires sur missiles des sous- marins (SNLE)			
sous-marin Poseidon	1920	320	0
sous-marin Trident I	3072	1536	0
sous-marin Trident II	768	1920	1680
Sous-total	5760	3376	1680
Têtes nucléaires sur bombardiers			
avion B-52	2258	1644	980
avion B-1	95	91	0
avion B-2	0	20	336
Sous-total	2353	1775	1316
Total général	10 563	7982	3496

**Réduction des têtes nucléaires des forces stratégiques russes
selon les engagements Start II**

Armes	1990	1998	2007
Têtes nucléaires sur missiles basés à terre			
Missiles divers (SS11, 13, 17)	1118	0	0
Missiles SS 18	3080	1800	0
Missiles SS 19	1800	960	105
Missiles SS 24 (en silos)	560	100	0
Missiles SS 24 (sur rail)	330	360	0
Missiles SS 25 (mobiles)	228	360	695
Sous-total	7176	3580	800
Têtes nucléaires sur missiles des sous-marins (SNLE)			
Missiles divers	484	0	0
Missiles SS 18	672	576	528
Missiles SS 20	1200	800	720
Missiles SS 23	448	448	448
Sous-total	2804	1824	1696
Têtes nucléaires sur bombardiers			
Divers	680		
avions TU 95 Bear H16		150	120
avions TU 95 Bear H6	0	20	336
avions TU 95 Bear H16 Black Jack	180	72	120
Sous-total	860	782	800
Total général	10 840	6186	3296

© CDRPC 2000

Sigles et abréviations

ABM (*Anti-Balistic Missile*) : système de défense anti-missiles.

CTBT : (*Comprehensive Test-Ban Treaty*) TICE : traité d'interdiction complète des essais nucléaires

IDS : initiative de défense stratégique

OTAN : Organisation du Traité de l'Atlantique Nord

SALT (*Strategic Arms limitation Talks*)

START (*Strategic Arms Reduction Talks*)

TNP : Traité de non-prolifération

Bibliographie :

Livres

P. Moreau Defarges, *Problèmes stratégiques contemporains*, HACHETTE 1992

T. de Montbrial et P. Jacquet Ramses *les grandes tendances du monde* 1998, 1999, 2000, 2001, 2002 ifri , DUNOD

Serge Sur, *Relations internationales* MONTCHRESTIEN 2000

Pascal Boniface, *L'année stratégique, 1991,1992,1993,1994,1995,1996* iris STOCK

Les équilibres militaires iiss 1991/92/93/94/95/96

A.Berelowitch et J. Radvanyi, *les 100 portes de la Russie*, DE L'ATELIER , Paris 1999

CP. David, *la fin de la guerre froid* ,Centre québécois de relations internationales 1990

Les sites internet :

<http://solidariteetprogres.online.fr>

<http://www.globenet.org>

<http://www.lemonde.fr>

<http://www.obsarm.org>

<http://www.ifri.org>

<http://www.monde-diplomatique.fr>

<http://www.humanite.presse.fr>

<http://www.assemblee-nat.fr>

<http://www.parlament.ch>

<http://www.elysee.fr>

<http://www.amnistia.net>

Table des matières

Présentation	1
Sommaire	2
Introduction	3
Première Partie :	4
I. L'espace stratégique après l'éclatement de l'Urss	4
I.1 Un éclatement inévitable	4
I.2 La gestion de l'héritage nucléaire de l'ex-Urss	4
I.3 L'éclatement de l'espace stratégique.	5
I.3.1 La Biélorussie.	5
I.3.2 Le Kazakhstan	5
I.3.3 L'Ukraine	5
I.4 Le problème de prolifération	6
Deuxième Partie :	8
II.1. La saga Start II :	8
II. 1.1 Les négociations du traité Start II :	8
II.1.1.1 La dynamique du processus Start est en route	10
II.1.1.2 Une étape prometteuse, un accord remarquable	11
II.1.2 La conclusion du traité Start II.	11
II.1.3 Problèmes de ratification	11
II.1.4 Le traité Start II d'un point de vue stratégique	14
II.2 L'évolution de la stratégie russe en Europe	16
II.2.1 Le rôle de la Russie dans le conflit dans l'ex-Yougoslavie : de la Bosnie au Kosovo	16
II.2.2 La réaction russe à l'élargissement de l'OTAN	18
II.3 L'évolution des relations russo-américains et le problème de l'ABM	22
II.3.1 Un revirement spectaculaire de la stratégie américaine	22
II.3.2 Les Etats-Unis dénoncent le traité ABM	23
II.3.3 La réaction russe	25
II.3.4 La « nuclear posture review »	27
II.3.5 Implications de la « nuclear posture review » sur la prolifération nucléaire	29
Conclusion	31
Annexe	34

Sigles et abréviations	34
Bibliographie	35
Table des matières	36